

# PERCEPTIONS DE L'APPLICATION STOPCOVID ET REGARDS SUR L'ENJEU DU PARTAGE DES DONNEES PERSONNELLES, [Harris interactive](#) – mai 2020

## Data Publica

---

A la demande de Data Publica, association dont l'objet principal est l'étude des usages des données par les acteurs publics, Harris Interactive a interrogé les Français pour connaître leur opinion sur la future application Stopcovid et plus largement sur la question de l'usage de leurs données personnelles par les acteurs publics.

L'application Stopcovid ne fait pas l'unanimité, mais suscite néanmoins l'approbation d'une majorité de Français (59 % de favorables versus 41 % d'opposés). Notons qu'il y a autant de fervents soutiens (21 % « tout à fait favorables ») que de nets opposants (21 % de « tout à fait opposés »). Les moins de 35 ans et les Français les plus inquiets face au Covid-19 sont les plus favorables à sa mise en place.

Dans ce contexte, un peu moins de la moitié des Français indique avoir l'intention d'installer l'application sur leur smartphone (49 %), dont seulement 15 % qui sont certains de le faire.

Bien que les données soient anonymisées, une majorité de Français (54 %) n'a pas confiance dans le Gouvernement à propos de l'utilisation qui sera faite du fichier centralisant les données recueillies via cette application. Or cette confiance influe nécessairement sur l'intention d'utiliser l'application ou non. Ainsi la proportion de ceux qui comptent télécharger l'application passe de 89 % parmi ceux qui ont tout à fait confiance dans le gouvernement à 9 % parmi ceux qui n'ont pas du tout confiance.

De manière générale, deux tiers des Français se sentent mal informés quant à l'utilisation de leurs données personnelles par les acteurs publics. Un sentiment majoritaire qui se retrouve chez tous les profils, quels que soient le sexe, l'âge ou la catégorie socioprofessionnelle.

Dans ce cadre, les Français expriment de fortes attentes en matière d'information en cas de développement d'autres applications similaires, prioritairement sur l'anonymisation des données (84 %) et les modalités de contrôle, notamment par l'utilisateur lui-même (81 %) ou par la Cnil (80 %). Seul un Français sur dix se désintéresse de ces questions et ne voudrait recevoir aucune information, ne voir aucun débat public sur ces questions.

### **Methodologie**

---

Enquête réalisée en ligne le 7 mai 2020 auprès d'un échantillon national représentatif de 1051 répondants âgés de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, après stratification par région.